République française - Élection présidentielle - 21 avril 2002



“Pour que la gauche soit vraiment la gauche. Pour vous. Pour la France. Pour un monde plus humain.”

Robert Hue

candidat du Parti communiste français

Madame, Monsieur,

Le dimanche 21 avril, au premier tour de l'élection présidentielle, **votre vote peut être très utile**.

Utile pour vous, votre famille, vos proches, afin de faire entendre vos idées, vos exigences.

Utile pour que vous puissiez dire les mesures urgentes, les réformes que vous souhaitez pour vivre mieux, la politique que vous voulez pour la France dans les années qui viennent.

Utile pour que celui qui sera élu président quinze jours plus tard, au second tour, soit obligé d'entendre votre voix et d'en tenir compte.

Les problèmes sont nombreux et graves : emploi, protection sociale et retraites, services publics, place des jeunes et de chaque personne dans la société, environnement, rôle de la France en Europe et dans le monde, guerres, avenir de la planète…

Les décisions qui seront prises après cette élection pour affronter ces problèmes s'en prendront-elles résolument aux inégalités, aux injustices, aux discriminations? Vous permettront-elles d'être davantage écoutés et respectés ?

Ou, au contraire, se plieront-elles aux exigences des marchés financiers, de l'argent roi, des puissants de ce monde? Avec pour conséquence l'aggravation du chômage, des inégalités, de la précarité, de la violence.

Face à ce choix, la droite et la gauche, non, ce n'est pas la même chose !

Jacques Chirac et les autres candidats de droite veulent appliquer le programme de régression, de revanche antisociale voulu par les grands patrons et les milieux d'affaires. C'est un grand risque : pour vous, pour la France. Franchement, **pour exprimer votre refus de la politique de la droite, votre rejet de l'extrême droite**, y a-t-il un moyen plus sûr, plus efficace le 21 avril que le vote pour le candidat présenté par le Parti communiste ?

Et je le dis avec la même franchise : **la gauche a besoin que vous lui adressiez un message clair et net.** Elle a gouverné ces cinq dernières années. Avec des résultats auxquels les communistes ont contribué. Mais, malgré notre insistance, les exigences des mouvements sociaux et citoyens ont souvent été ignorées. Et, pour des millions de femmes et d'hommes, de salariés, de privés d'emploi, de retraités, de jeunes, la vie est restée marquée par les injustices et les difficultés.

Aujourd'hui, certains veulent entraîner la gauche non pas « plus à gauche » pour faire mieux, mais « plus à droite » pour se plier davantage aux exigences des marchés financiers, avec pour conséquence l'aggravation de ces inégalités et de ces injustices. C'est grave.

Mais **ce n'est pas fatal.**

Vous pouvez dire par votre vote le 21 avril que la gauche doit être vraiment la gauche, et le rester. Plus nous serons nombreux à le dire, plus il faudra entendre et respecter cette volonté.

Cela implique d'entreprendre des réformes profondes, remettant en cause la domination de l'argent roi en France et en Europe. C'est le sens des engagements que je défends : **des mesures précises, concrètes, chiffrées. Vous pouvez leur donner la force de votre vote, afin que la gauche puisse demain s'en saisir et s'en inspirer pour faire une autre politique, pour vous et pour notre pays.**

C'est avec cet objectif que des électrices et des électeurs vont voter pour moi sans pour autant être d'accord avec tout ce que fait le Parti communiste. Ils peuvent être assurés que je respecterai leurs motivations et leurs convictions.

Le véritable enjeu de cette élection, c'est vous, votre vie, celle du pays.

Le dimanche 21 avril, pensez d'abord à vous, à vos refus, à vos exigences, aux valeurs qui vous tiennent à cœur. Faites-vous entendre par votre vote. Cela va beaucoup compter.

Ensemble, pour que la gauche reste la gauche, faisons œuvre utile pour obtenir du concret en faveur de la justice et de l'humain.

Robert Hue

25 engagements pour une politique de gauche

AUDACE SOCIALE

CMU, 35 heures, emplois-jeunes, Pacs, loi de modernisation sociale, loi Hue sur le contrôle des fonds publics, loi sur la construction de logements sociaux dans toutes les communes... Avec leurs limites, qui tiennent à l'insuffisance des moyens de leur application, des progrès ont été accomplis en matière sociale ces cinq dernières années. Mais les inégalités sociales continuent de gangrener la société. Il faut faire preuve d'audace sociale à la mesure de la gravité des problèmes. Ni fatalisme ni démagogie: Robert Hue propose d'engager un effort combinant simultanément mesures d'urgence, réformes profondes et déploiement de moyens nouveaux pour les financer.

1. Plan d'urgence contre les inégalités.

- *Plan de rattrapage pour les salariés au Smic*, avec un premier relèvement de 10 % au 1er juillet 2002, dans la perspective d'un Smic à 1 065 euros net en cinq ans.
- *Non aux fonds de pension!* Confirmation du système de retraite par répartition, avec l'objectif d'un montant fixé à 75 % des dix meilleures années. Droit à la retraite à 60 ans avec 37,5 annuités; avant 60 ans avec 160 trimestres.
- Plus aucun minimum social inférieur au minimum de pauvreté en 2003.
- Ouverture de négociations salariales dans les fonctions publiques et le secteur nationalisé.
- Interdiction des expulsions de locataires de bonne foi et des coupures d'électricité pour cause de pauvreté.
- *Égalité salariale et professionnelle pour les femmes*, avec une loi contraignante.
- Renforcement de l'aide aux familles, monoparentales comprises: relèvement des allocations familiales et leur attribution du premier au dernier enfant, augmentation des moyens consacrés à l'accueil des moins de trois ans et aux structures périscolaires.
- Lancement d'un plan de construction de logements sociaux.
- Accélération du rééquilibrage des modes de transports en faveur du ferroviaire avec le ferroutage.

2. Création du droit de passer, tout au long de la vie, d'un emploi stable à un autre emploi stable ou à une formation, avec une garantie de ressources et de droits.

- Loi de conversion de tous les emplois précaires en emplois stables en cinq ans.
- *Accession des emplois-jeunes à un emploi stable* et correctement rémunéré.

3. Allocation mensuelle d'autonomie de 700 euros pour tous les jeunes de 18 à 25 ans qui le souhaitent, en commençant par les 20 % qui en ont le plus besoin.

4. Nouvelle politique du crédit favorisant l'investissement des entreprises qui misent sur l'emploi, la formation et les salaires. Les PME, PMI, artisans et petits commerces en seraient les premiers bénéficiaires.

5. Réforme de la fiscalité.

- Modulation de l'impôt sur les sociétés, selon le même critère que pour le crédit.
- TVA ramenée à 18,5 %.

Intégration des actifs financiers des entreprises (4 300 milliards d'euros) dans le calcul de la taxe professionnelle.

- Doublement du rendement de l'impôt sur les grandes fortunes

6. Réforme du financement de la protection sociale. Réforme de la cotisation sociale patronale: plus la part des salaires serait forte, moins le taux de cotisation serait élevé.

DÉFENDRE ET ÉTENDRE LES SERVICES PUBLICS

Privatisations des entreprises nationales, attaques contre les services publics... C'est l'obsession de la droite et des « sociaux-libéraux », qui programment de nouveaux coups en ce sens. Robert Hue s'y oppose fermement et propose de faire un bilan des conséquences réelles de cette politique, depuis France-Telecom chez nous aux chemins de fer en Grande-Bretagne ou à l'électricité ailleurs... Le secteur, les services publics sont un atout indispensable pour la justice sociale et le développement économique. Non seulement il faut cesser de les attaquer, mais il faut les moderniser, les transformer, les étendre.

7. Création de quatre nouveaux services ou pôles publics: eau, environnement, crédit, communication.

8. Loi d'orientation instituant de nouvelles missions du secteur public pour qu'il réponde mieux aux attentes des usagers et contribue au développement de l'emploi et de la formation.

9. Non à la privatisation d'EDF et de GDF! Loi d'orientation sur la politique énergétique précédée d'un grand débat national décentralisé.

10. Création d'un fonds d'action contre les inégalités à l'école.

11. Défense de l'« exception culturelle ».

12. Suppression de la « maîtrise comptable des dépenses de santé ». En lien avec la réforme du financement de la protection sociale, il faut recenser les besoins de santé et examiner les moyens – financiers et humains – d'y répondre avec une égale qualité pour tous. Ce débat national doit inclure les questions de la bioéthique. Drogues et toxicomanies : nouvelles loi de santé publique et loi de répression des trafics et du blanchiment.

13. Conférence nationale en faveur des personnes handicapées.

14. Doublement en cinq ans des moyens budgétaires concourant à la lutte contre l'accroissement de la violence (justice, police, politique de la Ville, formation, associations...)

DAVANTAGE DE DÉMOCRATIE ET DE CITOYENNETÉ

Si les choix se font souvent contre les intéressés, c'est qu'ils se font sans eux. Dans l'entreprise, la commune, le pays, il n'y aura pas de décisions prises dans l'intérêt général sans un progrès sensible de la démocratie, du nombre de celles et ceux qui participent aux débats et aux choix. Robert Hue propose d'aller en tout domaine vers plus de droits et de pouvoirs assurant à chaque femme, chaque jeune une égale dignité et une égale capacité de se faire entendre et respecter.

15. De nouveaux pouvoirs pour les salariés

- Ajout à la loi de modernisation sociale du droit de contre-proposition pour les salariés des PME et de l'interdiction des « licenciements boursiers ».
- Loi développant les *droits de regard et d'intervention des salariés* et de leurs représentants dans la gestion des entreprises.

16. Introduction dans la législation de l'inversion de la charge de la preuve en matière de violences conjugales.

17. Fin de toute séquelle du système colonial pour les DOM-TOM. Loi programme pour l'aide au développement des DOM-TOM.

18. Régularisation des sans-papiers, droit de vote des résidents étrangers, abandon de la double peine et respect du droit d'asile.

19. Statut de l'élu-e et du militant associatif.

20. Démocratisation de l'État.

- *Droit d'interpellation* (référendum, loi, délibération des assemblées) quand 10 % des électrices et électeurs concernés le demandent.
- Instauration de la proportionnelle à tous les scrutins.
- Transformation du Conseil constitutionnel et du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

UNE EUROPE SOCIALE ET CITOYENNE, UN MONDE DE PAIX ET DE CODÉVELOPPEMENT

De Gênes à Porto Alegre, de Barcelone aux luttes pour la paix, l'exigence d'une réorientation de la construction européenne, d'une mondialisation de codéveloppement durable et humain, d'un arrêt des logiques de guerre, comme au Proche-Orient, ne cesse de prendre de l'ampleur. C'est dans cette perspective, qui s'identifie à l'avenir, que se situe Robert Hue.

21. Réorientation de la construction européenne

- *Renégociation du traité de Maastricht*: transformation du pacte de stabilité et changement des statuts de la Banque centrale européenne pour qu'ils soient favorables à la croissance et à l'emploi
- Arrêt de la mise en œuvre des directives ouvrant les services publics à la concurrence.
- Harmonisation par le haut des législations sociales européennes.
- Réforme de la PAC pour qu'elle garantisse des revenus décents aux paysans.
- Plan de promotion du ferroutage et de lutte contre les inondations.

22. Initiatives de la France et de l'Europe pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, dans des États aux frontières sûres et reconnues.

23. Plan de codéveloppement avec les pays du Sud.

- *Annulation de la dette.*
- Création d'un fonds de réparation sous l'égide de l'ONU, alimenté par la taxe Tobin.
- Instauration d'un système de stabilisation des prix des matières premières.
- Mission interministérielle de lutte contre la prostitution et la traite des personnes.
- Plan de lutte contre le sida et les maladies tropicales.

24. Démocratisation de l'ONU.

25. Élargissement du protocole de Kyoto, moratoire mondial sur la production et la commercialisation des semences génétiquement modifiées.

imprimerie IOV ® 69200 /

Vu le candidat.